

tres et des hauts fonctionnaires des îles Salomon, des îles Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont effectué des visites de travail au Canada. Le vice-premier ministre Iambakey Okuk de la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est rendu au Canada pour y signer un contrat visant l'achat d'appareils DASH 7 de la compagnie de Havilland pour la société Air Niugini. Le Canada a poursuivi la réalisation d'un programme efficace et hautement prisé dans le cadre duquel environ 600 000 \$ sont consacrés à la réalisation de petits projets de développement dans la région du Pacifique Sud. Il a de plus pris les dispositions voulues pour offrir au nouvel État indépendant de Vanuatu les services de deux conseillers juridiques bilingues et de deux traducteurs.

Asie du Sud et du Sud-Est

En 1980, la région de l'Asie du Sud a retenu davantage l'attention du monde. Quand l'année a débuté, les troupes soviétiques venaient tout juste d'envahir l'Afghanistan, et la réaction de la communauté internationale a servi à souligner l'importance cruciale de la région pour la stabilité mondiale et les relations Est-Ouest. Il est devenu manifeste que les pays occidentaux axeraient désormais davantage leur stratégie sur l'Asie du Sud, et s'efforceraient plus particulièrement de réduire la vulnérabilité du Pakistan et d'intensifier leurs relations avec d'autres pays de la région, notamment l'Inde. L'Asie du Sud est aussi demeurée un sujet de préoccupation pour le Canada, pour ce qui est de la non-prolifération des armes nucléaires. À mesure que progressaient les préparatifs en vue du sommet Nord-Sud (auxquels doivent notamment participer l'Inde et le Bangladesh), le Canada a cherché à accentuer ses discussions sur la situation économique internationale avec les pays de cette région dont la population totale atteint presque le milliard. En tant que membre du Comité spécial de l'océan Indien des Nations Unies, le Canada a participé à des discussions portant sur la proposition en vue de la tenue d'une conférence sur l'océan Indien en tant que zone de paix.

En janvier, l'Assemblée générale des Nations Unies a été convoquée pour la première fois en treize ans en vertu de la clause de « l'union pour le maintien de la paix » pour examiner la question de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Le Pakistan, de concert avec d'autres pays de la Conférence islamique, a joué un rôle de premier plan en présentant une résolution qui condamnait l'invasion soviétique, réclamait le retrait immédiat des troupes étrangères et réaffirmait le droit du peuple afghan à l'autodétermination sans intervention de l'extérieur. En accordant son appui à la résolution, le Canada a sévèrement réprouvé l'invasion soviétique. La résolution a été adoptée par une majorité écrasante. En novembre, l'Assemblée générale a adopté, par une majorité encore plus grande qu'en janvier, une résolution réclamant le retrait des troupes étrangères, réaffirmant le droit du peuple afghan à l'autodétermination et priant le Secrétaire général de nommer un représentant spécial chargé d'étudier la possibilité d'une solution politique au problème.

Le Canada ne s'est pas contenté d'adopter une position ferme aux Nations Unies. Avec ses alliés, il a pris des mesures destinées à faire sentir à l'Union soviétique les conséquences néfastes de sa violation flagrante de la souveraineté afghane. Notre pays a par ailleurs refusé de reconnaître le régime de Babrak Karmal porté au pouvoir par les Soviétiques, et il a annulé toutes les activités d'aide à l'Afghanistan. À la fin de l'année, malgré la présence de plus de 80 000 militaires soviétiques en Afghanistan, il était évident que la vaste majorité de la population afghane s'opposait au régime Karmal et que les résistants continuaient de contrôler en bonne partie la campagne.

La guerre en Afghanistan a provoqué la fuite au Pakistan d'environ 1,5 million de réfugiés, ce qui a eu pour effet de grever l'économie de ce pays. Le Canada a épousé cette cause humanitaire en versant 2,4 millions de dollars au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et au Comité international de la Croix-Rouge pour venir en aide aux réfugiés afghans. Pendant toute l'année, le gouvernement du président Zia ul-Haq a continué de gouverner en maintenant la loi martiale ; les élections nationales ont ainsi encore une fois été reportées. Sur le plan des relations bilatérales avec le Pakistan, le Canada a cherché, dans le cadre de son programme d'aide ainsi que par d'autres moyens, à assister le Pakistan que sa proximité de l'Afghanistan a rendu vulnérable. Le gouvernement canadien s'est cependant dit gravement préoccupé par les rapports selon lesquels le Pakistan aurait l'intention de se doter d'une capacité nucléaire explosive.

Au début de l'année, Mme Gandhi a remporté une victoire éclatante aux élections nationales à la tête du Parti du congrès, et elle a raffermi son emprise en obtenant le contrôle de la plupart des gouvernements d'État. Compte tenu des bonnes récoltes et de l'accroissement de la production dans certains secteurs de l'industrie, l'économie indienne a connu une année assez bonne malgré un taux d'inflation toujours élevé et une réduction des réserves de devises étrangères (qui demeurent toutefois respectables). Les relations entre l'Inde et le Canada ont continué à se développer de manière positive, particulièrement sur le plan économique. Les exportations canadiennes à destination de l'Inde ont atteint le niveau record d'environ 350 millions de dollars tandis que nos importations en provenance de ce pays se sont accrues légèrement pour s'élever à 95 millions de dollars. Le Canada a également cherché à donner des dimensions nouvelles à son programme d'aide au développement en combinant l'aide avec le financement commercial des projets de grande envergure. Les relations entre les deux pays ont été rehaussées par une nouvelle série de consultations bilatérales périodiques à laquelle ont participé des hauts fonctionnaires à Ottawa, à la fin d'octobre. Les visites fructueuses effectuées en Inde par les ministres de l'Industrie et de la Culture de l'Alberta ont également contribué au resserrement et à la diversification des relations canado-indiennes.

Au cours de l'année, le Canada a continué de fournir une aide substantielle au Bangladesh sous forme de denrées et de